

---

Excellences, Chers collègues,

Je voudrais commencer par remercier les intervenants pour leurs exposés.

La Belgique note que le contentieux politique suivant l'élection présidentielle n'est toujours pas pleinement résolu, malgré la reconnaissance de l'élection du Président Sissoco Embalo le 22 avril par la CEDEAO et du programme du gouvernement du premier ministre Nabiam le 29 juin. Les tensions et le climat de méfiance continuent de caractériser le champ politique. Dans ce cadre, il faut reconnaître et soutenir les efforts déployés par la CEDEAO et le Groupe des 5. Cependant, comme le Secrétaire général, nous appelons tous les acteurs politiques de Guinée-Bissau à entrer dans un dialogue inclusif et sincère, y compris avec la société civile, pour parvenir à un consensus sur les questions litigieuses. Cet esprit de coopération est également nécessaire pour engager un programme de réformes, dont le pays a tant besoin, et une révision de la Constitution, le tout suivant l'accord de Conakry et la feuille de route la CEDEAO.

La stabilité politique est essentielle au redressement socio-économique ; la pandémie vient ajouter un niveau de complexité supplémentaire à ce défi. À cet égard, il est important que les mesures prises par les autorités pour lutter contre cette menace et ses conséquences prennent suffisamment en compte

la situation des plus démunis, menacés par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'inaccessibilité des soins de santé. La lutte contre les fléaux du trafic de drogue et de la criminalité organisée sera également cruciale pour empêcher les trafiquants de drogue d'exploiter la situation actuelle dans le pays.

Enfin, en dépit des défis du contexte politique et de la lutte contre la pandémie, il demeure crucial que le gouvernement et toutes les institutions de l'État veillent au respect de l'État de droit, de la liberté d'expression et à la protection des droits humains. Ce sont des ingrédients indispensables pour que le pays retrouve le chemin de la stabilité. La Belgique appelle le gouvernement à investiguer au sujet des événements récents, notamment les menaces vis-à-vis des membres du Parlement ou encore l'attaque violente à l'encontre des médias.

Monsieur le président,

Nous saluons les efforts réalisés par le Bureau intégré, en collaboration avec l'équipe pays et le Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dans le contexte de sa fermeture. Nous répétons que la transition doit s'effectuer de façon sereine et aussi indolore que possible pour le pays ; la réussite de la transition dépendra également de l'appropriation des tâches du Bureau intégré par les autorités bissau-guinéennes.

Le départ du Bureau intégré ne signifie pas un quelconque abandon de la Guinée-Bissau par la communauté internationale. Le suivi de la situation par la configuration Guinée-Bissau de la Commission pour la consolidation de la paix, ainsi que l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix, sont positifs. Le travail de UNODC dans la région continuera à revêtir une importance

cruciale dans la région. Il sera important de continuer cet accompagnement dans la nouvelle phase qui s'ouvrira en Guinée-Bissau.

Je terminerai par exprimer le plein soutien de la Belgique au travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Mme Sori-Coulibaly, et de l'ensemble du Bureau intégré pour leurs efforts en faveur du dialogue et de la réconciliation nationale dans le pays.

Je vous remercie.